

Juin
2004
Numéro 31
Prix : 3,25 €

Liens



A la recherche du temps perdu...

Il y a un peu plus d'un an, avant le déclenchement des hostilités en Irak, des échanges verbaux à fleuret plus ou moins moucheté avaient un temps obscurci ce qui devait devenir le nouveau ciel européen. Une fosse temporaire s'était brutalement creusé entre la "vieille" et la "nouvelle" Europe selon l'insidieuse terminologie forgée outre-Atlantique qui avait fait s'en étrangler plus d'un d'indignation. Or, force est aujourd'hui de constater que les dix pays que la Communauté a accueillis le 1^{er} mai sont bel et bien nouveaux, même si ce n'est pas au sens politique bien précis où le terme était utilisé en 2003. Et c'est une réalité à laquelle nous n'étions peut-être pas vraiment préparés.

Ils ont très rapidement progressé depuis qu'ils se sont émancipés de feu la tutelle soviétique, mettant les bouchées doubles voire triples et brûlant des étapes que nous avions jugées indispensables à leur développement. Un exemple : leur adaptation fulgurante aux nouvelles technologies qui les met, en particulier les Baltes, pratiquement au niveau des meilleurs, soit désormais Singapour et la Corée du Sud. Solidement éduqués, pressés de s'occidentaliser, ils se sont rapidement structurés, ont assimilé les nouveaux codes et s'engouffrent sans états d'âme dans une nouvelle ère, fermement décidés à rattraper le temps perdu.

Les pays nordiques qui se sentaient quelque peu géographiquement marginalisés dans l'Union Européenne avaient tout lieu de se réjouir de cet élargissement. Les Suédois les premiers qui, dès le début des années 90, avaient commencé à renouer les liens de leur influence passée dans l'espace circum-bal-



Suède en tête, repasse une couche de peinture dorée sur ses atouts pour séduire les investisseurs, ce sont les nouveaux frères européens qui en accueillent de plus en plus.

Il y a quelque temps, les Suédois se sont brutalement réveillés en apprenant la "défection" d'Electrolux qui a décidé de déplacer en Hongrie son unité historique de production de Västervik. De là à crier au dumping, il n'y a pas loin et la presse suédoise commence à ruminer. Par ailleurs, si l'on regarde d'un peu près ce qui est en train de se mettre en place en Europe orientale, ne serait-ce que dans le secteur d'une industrie automobile totalement dépendante de ses fournisseurs, on n'a pas de peine à imaginer les remous qui attendent des emplois jusqu'ici plus ou moins assurés à l'ouest.

Le spectre de la délocalisation fait désormais frémir l'Europe occidentale. Qui va payer nos retraites ?

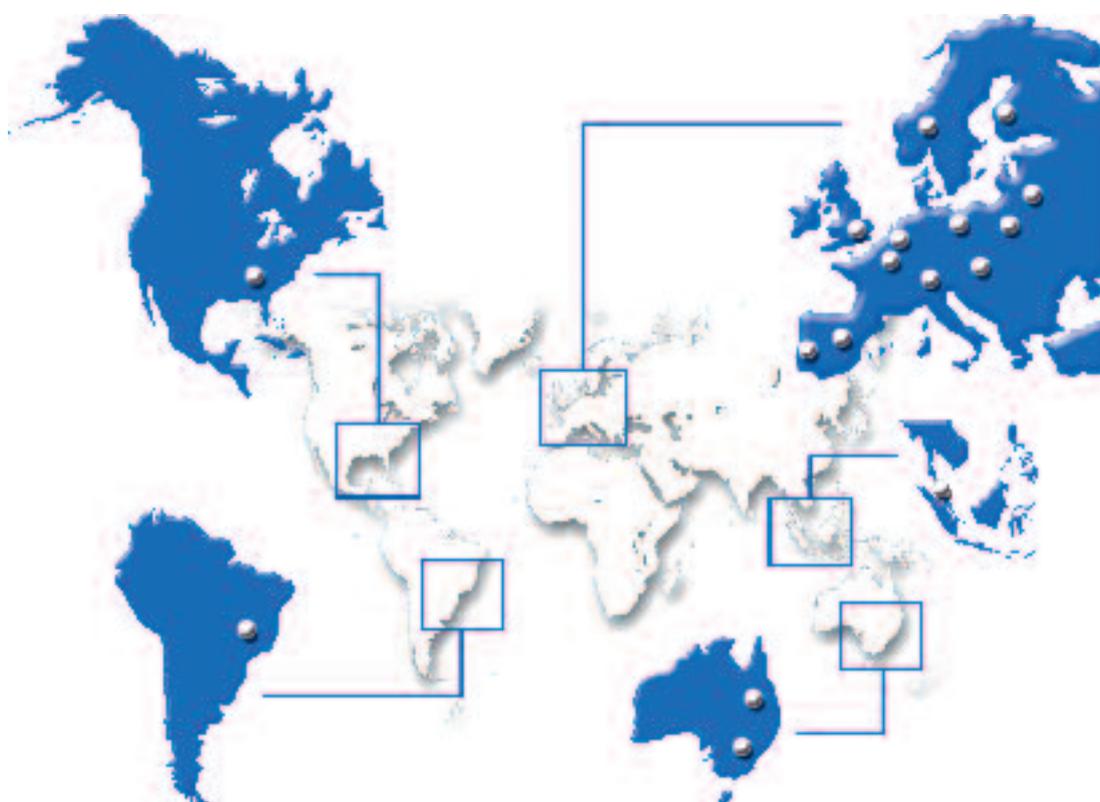
Autre dossier qui inquiète et rapproche notamment Français et Nordiques : les subventions accordées aux zones défavorisées telles la partie nord de la Suède et de la Finlande mais aussi, la Corse. Avec l'arrivée des 10, ces subventions, il faudra les partager ou faire une croix dessus. A terme, c'est vraisemblablement la deuxième option qui vaudra. Gémissements en perspective.

Les familles recomposées ont toutes leur lot de problèmes. Mais aussi de grandes satisfactions et c'est ce qu'il ne faut surtout pas perdre de vue. Question d'intelligence politique. Il serait terrible que les Européens qui ont tous les talents soient dépourvus de celui-là.

Françoise Nieto

Un groupe de dimension mondiale

- **Recrutement & Sélection de Cadres**
- **Recherche & Sélection de Dirigeants**
- **Identification & Développement des Potentiels**
- **Evaluation et Développement des Organisations**



ALLEMAGNE
AUSTRALIE
AUTRICHE
BELGIQUE
BRÉSIL
DANEMARK
ESPAGNE
ESTONIE
FINLANDE
FRANCE
HOLLANDE
ITALIE
LETTONIE
LITUANIE
NORVÈGE
POLOGNE
PORTUGAL
ROYAUME-UNI
SINGAPOUR
SUISSE
SUÈDE
USA

Mercuri Urval est un Groupe international de conseil en Management qui contribue à la performance des entreprises en facilitant la mise en œuvre des objectifs par la sélection et le développement des dirigeants et de leurs équipes par l'adaptation des missions et des processus.

Mercuri Urval

contact : Laurence Sérée de Roch au 01 56 79 94 40
laurence.sereederoch@mercuriurval.com

www.mercuriurval.com **www.mercuri-btob.com**

p.5,6

interview

Nicolas Jacquet, Délégué à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR)

p.7,8,9

bloc-notes

- nouveaux membres
- carnet d'affaires
- culture
- nominations
- agenda 2004
- tous azimuts

p.10,11

reportage

- Création d'entreprise, soutien aux PME : un dédale de nouvelles mesures

p.13,15

entreprises

- Capio Santé France
- Michelin

p.17

- Activités CCSF

p.18

chronique

Une bourse CCSF pour étudiants suédois

Chambre de Commerce Suédoise en

France (CCSF), 21 rue de Cléry, 75002 Paris, téléphone 01 53 40 89 90, fax 01 53 40 82 52, E-mail : info@ccsf.fr, Site Internet : www.ccsf.fr •

Présidente, Directrice de la publication

Gïta Paterson • **Comité de rédaction** -

Tomas Fellbom, Anders Fogelström, Britt Norée, Jan Nyberg, Gïta Paterson, Claes Rasmusson, Håkan Skoglund

• **Rédaction** Françoise Nieto, Claire Mallet

• **Création originale de la maquette** -

Dan Hayon • **Photogravure et impression** -

IMPRIMERIE SERVIPLUS, Orly •

Distribution - France-routage •

Administration, Abonnements et

publicité - Tina Darcel et Katarina Lööf, CCSF,

tél. 01 53 40 89 90, fax 01 53 40 82 52, e-mail : info@ccsf.fr

* * *

LIENS est imprimé sur Multiart Matt 115 grs, papier couché, produit par STORAENSO. Pour en savoir plus,

contactez **Stora Enso France** -

Division Fine Paper,

téléphone 01 53 64 79 00, fax 01 53 64 79 90

* * *

Ce numéro a été distribué à 5000 exemplaires.

* * *

ISSN 1253-3343



Oui, nous souhaitons la bienvenue aux 10 nouveaux pays membres de l'Union Européenne, malgré les problèmes inhérents à tout changement de dimension et malgré le scepticisme que peut rencontrer cette évolution.

Elargissement signifie multiplication des contacts, enrichissement mutuel, nouvelles possibilités de croissance et donc, bénéfices communs.

En ce qui nous concerne, à la CCSF, nous y voyons aussi une opportunité d'élargissement de nos propres réseaux et une perspective de coopération avec de nouvelles chambres de commerce.

Nous n'en continuons pas moins, c'est notre mission, de contribuer à ce que se resserrent les liens entre la France et la Suède.

Dans ce contexte, nous sommes très fiers d'annoncer la création de la bourse CCSF (voir notre "Chronique"). Elle doit permettre à de jeunes Suédois et Suédoises en dernière année d'études d'économie, de marketing, de droit ou d'ingénieur, de faire un stage de plusieurs mois en France dans l'une des sociétés membres de la CCSF et partenaires de ce projet. Ces jeunes sont de futurs managers et leaders, et, notre objectif, en leur permettant de se familiariser avec le marché français et la culture des affaires franco-suédoises, est de participer au développement des relations commerciales entre la France et la Suède.

C'est, pour ces jeunes, une occasion, je dirais royale, de faire connaissance avec ce pays tout en travaillant. C'est aussi leur donner l'accès à notre réseau de contacts et, nous l'espérons, leur ouvrir de nouveaux horizons.

C'est également dans cet objectif que nous apportons tout notre soutien et notre contribution aux initiatives de l'Ambassade de Suède à Paris dans le cadre du travail du Groupe Promotion Suède.

Le progrès naît des échanges et du partage des meilleures pratiques, en l'occurrence, d'un Conseil d'administration actif et engagé. La CCSF vient de renouveler en partie le sien et je me félicite tout particulièrement d'accueillir cinq nouveaux membres qui apporteront un poids accru à nos activités (voir page 17). Nous saluons à cette occasion le départ de Anders Andrén, qui présida notre Chambre de Commerce entre 1988-1994 et à qui nous témoignons tout spécialement notre amitié.

Je vous souhaite à toutes et à tous un excellent été !

Gïta Paterson
Présidente

Danske Bank International
2, rue du Fosse, P.O. Box 173
L-2011 Luxembourg
Tlf. +352 46 12 751
Fax +352 47 30 78
information@lu.danskebank.com
www.danskebank.lu

Individuell förmögenhetsrådgivning



Danske Bank International är specialiserad inom private banking och verksamheten täcker ett brett ekonomiskt spektrum - från investeringsrådgivning och förmögenhetsförvaltning till arvs- och skatteplanering.

När du väljer Danske Bank International som din finansiella samarbetspartner i

utlandet, får du personlig och kompetent rådgivning som bygger på ett skandinaviskt tankesätt. Vi tar utgångspunkt i dina ekonomiska planer, idéer och preferenser - både nu och i framtiden.

Kontakta Anneli Nielsen i Cannes på telefon +33 4 93 99 45 45 så får du veta mer.



Nicolas
Jacquet.

Développer des “pôles de compétitivité”

Développement économique, attractivité des territoires, infrastructures... Sur tous ces sujets, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) joue en France un rôle clef. Rencontre avec le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Nicolas Jacquet. Il revient tout d'abord sur la World Investment Conference, qui s'est tenue fin mai à La Baule, et sur le message que la France a souhaité y faire passer.

Nicolas Jacquet - Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a rappelé que le renforcement de l'attractivité de la France et de ses territoires était une mission primordiale et devait résulter d'une stratégie globale passant par exemple par une meilleure réceptivité de nos administrations, une adaptation de nos textes de loi... Ceci afin de rester dans le jeu au niveau international. La campagne d'image qui a été engagée par le gouvernement sur proposition de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII - voir également Bloc-notes page 7) participe de cette logique : montrer au monde quelle est la vraie face de la France.

Nos réalisations industrielles, nos capacités technologiques ont un peu tendance à être oubliées - on cite souvent le Bordeaux avant le TGV ou le luxe avant Airbus !

Et qu'est-ce qui, selon vous, a été dominant dans les diverses interventions et les échanges avec de grands patrons mondiaux ?

Ce que je retiendrais surtout, c'est l'actualité du concept de “pôles de compétitivité” pour améliorer l'attractivité des pays européens. Ce concept novateur, auquel la Datar a récemment consacré un rapport⁽¹⁾, doit permettre d'allier fortement industrie, recherche, enseignement supérieur, collectivités locales... Dans une logique de territoire. Je ferais d'ailleurs un parallèle avec ce que j'ai vu en Suède, à Kista : j'ai été frappé par le mode de gouvernance de ce site, celui d'une fondation, présidée par le maire de Stockholm, où sont présents les universitaires, les industriels... Cette démarche offre ainsi un système complètement fluide. L'enjeu est bien là : parvenir à un vrai copilotage par tous les acteurs et en faire une véritable politique publique. La Suède est clairement en avance sur ces sujets.

Ce degré d'intégration est-il imaginable en France ?

Des pratiques intéressantes existent, comme Sophia Antipolis, où l'on a un lien fort entre le monde universitaire et le pôle technologique. Mais le concept de pôles de compétitivité représente en quelque sorte les clusters de troisième génération... alors qu'il y a encore peu de clusters de deuxième génération ! Il faudra donc encore du temps. Prenons l'exemple du ski sur la région Rhône-Alpes. On y trouve tous les ingrédients pour y construire un grand pôle de compétitivité de dimension mondiale : hôtellerie-restauration, système d'exploitation du domaine skiable, innovations technologiques en matière de billetterie et de sécurité, industrie mécanique depuis les remonte-pentes jusqu'aux engins

de damage, mais ceux-ci ne sont pas encore organisés... A partir de cet existant, faire travailler ensemble tous ces acteurs permettra d'optimiser leur niveau de performance.

Quel sera le principal moteur pour développer de tels pôles ?

La Datar a tracé plusieurs pistes. Les actions possibles sont multiples : incitations financières et fiscales, aide à la mutualisation d'un certain nombre de fonctions, création de lieux de rencontre... Des propositions ont également été formulées dans le récent rapport du parlementaire Christian Blanc, notamment sur la façon de réorganiser le monde universitaire pour le mettre plus en phase avec l'économie⁽²⁾. Le débat est donc ouvert... Et des décisions gouvernementales sont attendues dans les mois qui viennent.

Peut-on dire qu'il s'agit là de l'axe majeur de vos travaux actuels ?

Sur le volet développement économique, notamment face au risque de délocalisations, c'est en effet notre thème majeur. Parallèlement, nous sommes présents sur d'autres thématiques fortes. A commencer par un plan d'ensemble en faveur des nouvelles technologies. Un sujet qui, là encore, intéresse la Suède, où j'ai notamment été impressionné par les projets de fibre optique des régions isolées du Nord. Certaines mesures récemment adoptées en France sont d'ordre juridique, notamment la possibilité pour les collectivités locales de devenir opérateur d'opérateurs, c'est à dire d'avoir une initiative propre en matière de réseau haut débit, une mesure qui vient d'être entérinée par le vote de la loi de confiance pour l'économie numérique.

(1) “Une nouvelle politique industrielle par les territoires”, étude accessible sur www.datar.gouv.fr

(2) “L'écosystème de la croissance”. Christian Blanc avait été chargé par le Premier ministre d'une mission sur ces pôles de compétitivité. Rapport accessible sur www.christian-blanc.net

(Suite de l'interview, page 6)

(Suite de l'Interview)

Il s'agit par ailleurs pour nous de libéraliser l'accès aux diverses technologies et de tester les technologies alternatives : satellite, Wifi, courant porteur en ligne... Parallèlement, plusieurs dispositifs permettent aujourd'hui d'accompagner financièrement les projets des collectivités.

Un autre axe capital de notre action est celui des grands équipements structurants : en décembre dernier, nous avons retenu 50 grands projets, notamment de transport - dont huit nouvelles lignes de TGV - qui représentent 21 milliards d'euros sur la période 2004-2012. Ces grands équipements visent à préparer les territoires français à l'élargissement de l'Europe, à mieux les positionner dans les futurs réseaux européens.

Deux autres thèmes sont d'actualité pour la Datar - l'un concerne les villes, l'autre le monde rural...

Oui, concernant la politique en faveur des métropoles, nous avons comparé les 180 plus

grandes villes d'Europe, à partir de 15 critères : rayonnement culturel, salons et congrès, poids de la recherche, trafic aérien... Ceci, afin de voir comment augmenter le rayonnement des métropoles françaises. En l'occurrence, il s'agira surtout de jouer sur le volet économique : les villes françaises ont des points faibles sur des paramètres tels que la recherche et la présence de places financières ou de sièges sociaux de grands groupes. Elles sont en revanche bien placées sur les critères culturels ou universitaires. Un appel à projets devrait être prochainement lancé, par lequel l'Etat accompagnera les stratégies de développement de ces métropoles.

S'agissant des territoires ruraux, nous faisons valoir qu'il n'y a pas une France rurale mais plusieurs. Il y a la "campagne des villes", c'est à dire le périurbain, qui gagne de la population. Il y a ensuite les campagnes fragiles, marquées par une perte de population, un vieillissement, des problèmes économiques, des handicaps naturels... qui doivent donc bénéficier de politiques spécifiques. Enfin, on

trouve les "nouvelles campagnes" : des espaces tels que le littoral ou la montagne, fortement dynamisés par l'économie du tourisme et des loisirs, mais qui comptent aussi des fragilités liées aux risques d'une monoactivité.

Quelles sont les mesures envisagées en faveur de ces territoires ruraux ?

En septembre dernier, le gouvernement y a consacré un Comité interministériel d'aménagement du territoire et a présenté un projet de loi "développement des territoires ruraux" - les deux étant menés de pair pour former ce qu'on a appelé le "bouquet rural", qui vise à offrir une panoplie de nouveaux outils. Parmi les mesures phare du projet de loi, on peut citer un volet fiscal destiné à inciter les entreprises à s'implanter dans les "zones de revitalisation rurale" avec notamment une exonération d'impôts sur les sociétés, totale pendant 5 ans puis dégressive pendant 9 ans. Un dispositif très attractif !

Propos recueillis par Claire Mallet

Le mieux placé sur terre pour vous rendre la vie plus facile.



The Electrolux Group.
The world's No.1 choice.

Le Groupe Electrolux est le premier fabricant mondial d'appareils de cuisine, d'entretien et d'entretien. Plus de 65 millions de produits du Groupe Electrolux (y compris réfrigérateurs, cuisinières, lave-linge, aspirateurs, machines à laver, sèche-linge) sont vendus chaque année pour un montant d'environ 14 milliards de dollars US dans plus de 100 pays à travers le monde.

EUROTRANSLATIONS



AGENCE DE TRADUCTION

**Technique - Commerciale
Juridique - Financière**

◆

*Depuis 1994
au service des entreprises
suédoises et françaises*

◆

14, rue Roger Poulain
27950 Saint-Marcel
TÉL +33 (0)2 32 51 25 59
FAX +33 (0)2 32 21 94 11
E-MAIL : eurotrans@wanadoo.fr

nouveaux membres

■ IBS - International Business Systems


IBS

Groupe international d'origine suédoise, créé en 1976 et implanté aujourd'hui dans plus de 33 pays, **IBS** fournit des systèmes d'information complets en tant qu'éditeur et intégrateur, apportant à ses clients un réel savoir-faire dans de nombreux métiers, et des avantages compétitifs prouvés. IBS édite ASW, progiciel de gestion intégrée tout particulièrement adapté au négoce et à la distribution. IBS conseille et accompagne également ses clients dans des projets e-business, mobilité, décisionnel, traçabilité, TMA... Côté à la bourse de Stockholm, le Groupe IBS, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 264 millions d'euros en 2003, possède une filiale importante en France. Cette dernière, forte de 160 personnes, a réalisé en 2003 un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros en 2003. IBS entretient depuis plus de 15 ans des liens étroits avec IBM, au plan national et international. Plus de 5 000 clients font confiance aujourd'hui à IBS. *Contact : www.ibs-france.com ou www.ibs.net*

■ Arla Foods

Arla Foods, premier groupe laitier européen, est une coopérative appartenant à des agriculteurs suédois et danois. Son principal atout : une maîtrise complète de toutes les étapes de fabrication de ses produits, "de la terre à la table". Créée en 1998, Arla Foods France est venue s'ajouter aux 22 filiales déjà existantes dans le monde. Sa mission est de commercialiser des fromages fabriqués en Suède ou au Danemark sur le marché français (GMS et industrie), à savoir principalement les fromages à tartiner, la feta, l'emmental et la mozzarella danoise. Avec la grande distribution, Arla Foods France travaille essentiellement les marques distributeurs. Son objectif est de développer sa coopération avec les grands groupes français de distribution, qui sont des acteurs majeurs dans le monde.

Localisée à Lyon et forte de 9 personnes, Arla Foods France réalise un chiffre d'affaires de plus de 25 **ARLA FOODS** millions d'euros. En 6 ans, son CA avec la grande distribution a plus que doublé. *Contact : 33 (0)4 72 84 88 10, www.arlafoods.com*



- Eva Duckert
- Carlos Lorente
- Christer Nordström
- Jessica Perrion
- Pierre Schoeffler
- Christer Werner

■ Nathalie Poissonnier, Avocat à la Cour

Avocate au Barreau de Paris depuis avril 2002. Précédemment, plus de quinze années d'expérience de juriste d'entreprise au sein de groupes internationaux (industrie et grande distribution), tant en France qu'en Suède. Langues : Français, anglais et suédois. *Contact : poissonnier@sc-associes.com. Sokolow, Carreras & Associés, Cabinet d'avocats d'affaires international, 55 avenue Kléber, 75116 Paris. Tél. 33 (0)1 53 65 70 54, www.sdmc.net*

carnet d'affaires

■ Coopération Ericsson / France Telecom

France Télécom et **Ericsson** ont annoncé la signature d'un protocole d'accord pour "le développement conjoint de services multimédia sur protocole IP pour le grand public". Plus concrètement, ce partenariat porte sur le développement de nouveaux services destinés à améliorer l'usage et l'accessibilité des services de télécommunications sur réseaux fixes et mobiles. Le protocole prévoit : la mise en place d'équipes de recherche et développement communes, le partage des budgets de R&D, le partage de la propriété intellectuelle résultant du partenariat. Pour France Télécom, il s'agit de continuer à développer des services intégrés, indépendamment du réseau d'accès que ses clients utilisent. Ericsson, pour sa part, entend mettre à profit sa connaissance du marché et ses capacités de R&D. Les deux sociétés se disent convaincues de "la nécessité de mettre au point de nouveaux types de relations entre les opérateurs de télécommunications et les fournisseurs d'équipements, afin de faire face à la concurrence croissante et à la convergence des industries des télécommunications, des technologies de l'information et du multimédia".

■ Une nouvelle étoile...

L'Ambassade de Suède à Paris a organisé, le 17 mai dernier, une soirée de présentation de **Sirius Machinery**, société suédoise de machines d'emballage pour les produits alimentaires, médicaux, cosmétiques et d'hygiène. Nouvellement constituée, Sirius Machinery comprend les trois sociétés françaises Kalix (à Paris), Citus (à Fontainebleau) et ADMV (à Lyon) - que Tetra Laval avait auparavant rachetées au français Sidel - ainsi que Norden Pac, à Kalmar, en Suède (également ancienne propriété de Sidel...) et les sociétés de vente en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Etats-Unis. Sirius Machinery est ainsi leader mondial des machines remplisseuses de tubes de rouge à lèvres. Premier marché de la société, la France en absorbe 25 % des ventes. Sirius Machinery est une filiale à 100 % du groupe suédois **Nordstjernan** dont la propriétaire et

**PICHARD
&
ASSOCIES**
Société d'Avocats Français

❖
Privilégiant depuis plus d'un demi-siècle des relations personnalisées et permanentes avec leurs clients Scandinaves.

Vos contacts :
Christophe PICHARD
Claude STRIFFLING

❖
122, avenue Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Tél. 33 (0)1.46.37.11.11
Fax 33 (0)1.46.37.50.83

E-mail : avocats@pichard.com
Site : <http://www.pichard.com>

Directrice Générale adjointe, **Viveca Ax:son-Johnson**, avait répondu à l'invitation de l'Ambassadeur Frank Belfrage, de même que **Tomas Billing**, le PD-G du groupe et **Mats Heiman**, PD-G de Sirius Machinery.

■ Première présence en France pour Kreab

Le groupe suédois **Kreab**, leader en communication stratégique en Scandinavie et également présent à Londres, Bruxelles, New York et Beijing, a maintenant ouvert un bureau de représentation à Paris. "Paris travaille étroitement avec le bureau de Londres, pour l'instant avant tout dans le domaine de la communication stratégique et des affaires publiques européennes pour sa clientèle scandinave et multinationale", explique Alix Dollfus, nommée représentante de Kreab en France en février dernier. Spécialiste des affaires publiques et des relations avec les media et les analystes financiers, Alix Dollfus occupait depuis 2001 la fonction de Senior Consultant pour Kreab Londres.

KREAB

Contact : www.kreab.com
tél. 01 46 24 96 03, alix.dollfus@kreab.com

**WISTRAND
ADVOKATBYRÅ**

Fondé en 1915

Cabinet d'avocats d'affaires
130 collaborateurs
Dont 67 avocats ("Advokater")
Membres du barreau suédois.

Contact :

Advokat Bo Stefan Arleij
Associé du cabinet de Göteborg
Assiste les entreprises
françaises et scandinaves

WISTRAND

Lilla Bommen 1
SE- 411 04 GÖTEBORG
Suède
Tél. +46 31 771 21 00/-14
Port. +46 708 92 24 50
E-mail : bo.stefan.arleij@wistrand.se
Site Web : www.wistrand.se

BUREAUX À :
STOCKHOLM, GÖTEBORG, MALMÖ

culture

Cultures estivales

Le printemps du Centre Culturel Suédois était principalement placé sous le signe des enfants, avec une merveilleuse fête de clôture organisée pour eux **le 2 mai** dans les jardins de l'Hôtel de Marle... L'été devrait quant à lui attirer à la fois les amateurs d'art contemporain, de musique, de danse et de cinéma ! **"Carte Blanche à l'Art Contemporain"** tout d'abord, avec une exposition mise en espace par des élèves de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs de Stockholm, tous futurs commissaires d'exposition, autour de sept artistes suédois parmi les plus appréciés du moment (*jusqu'au 11 juillet*, www.balancing-acts.com). **Le 21 juin**, place à la désormais traditionnelle collusion entre **la fête suédoise de la Saint Jean et la Fête de la musique** avec, cette année, le groupe folk/rock HARV. Enfin, **les 2 et 3 juillet**, un écran blanc se déroulera dans les jardins du Centre, tout d'abord pour la projection de **deux films sur la danse réalisés par Birgit Cullberg**, la fondatrice des célèbres Ballets Cullberg ("Red wine in green glasses" et "Mademoiselle Julie"), puis, le lendemain, pour **une fiction, "Le syndrome de Stockholm"** (Normalmstorgsdramat), produite par la Télévision Suédoise, qui a récemment obtenu le prix du meilleur téléfilm aux Rencontres Internationales de la Télévision de Reims.
www.ccs.si.se

nominations

Good morning, Mr Schweitzer !

C'est **Louis Schweitzer**, l'actuel Président Directeur-Général du groupe Renault qui a été nommé, le 11 mars dernier, à la tête du Conseil d'administration d'**AstraZeneca**, numéro 3 mondial de l'industrie pharmaceutique, dont le siège est à Londres. Il succède au Suédois **Percy Barnevik**.



Louis Schweitzer.

Kerstin Karlsson, Présidente de SWEA Paris

Kerstin Karlsson, psychologue, a vécu dix ans aux Etats-Unis, à Philadelphie, où elle a à la fois poursuivi sa formation, enseigné et travaillé. Mariée et mère de trois enfants, elle a également vécu à Göteborg, où elle a travaillé comme psychologue dans le secteur public (éducation notamment). Elle est venue s'installer à Paris en 2001 - et partage finalement aujourd'hui son temps entre la France, où son engagement au



Kerstin Karlsson.

sein de SWEA occupe pour elle une place importante, et la Suède, où elle poursuit une activité professionnelle. SWEA, (Swedish Women's Educational Association International), association internationale pour les femmes suédoises qui vivent ou ayant vécu à l'étranger compte 76 chapitres et plus de 8 000 membres dans le monde entier, œuvrant pour la promotion de la culture et des traditions suédoises. **SWEA fête cette année son 25^{ème} anniversaire.** www.swea.org

Peter Einarsson, Directeur Général de Svenska Handelsbanken, Paris

Peter Einarsson, qui travaille depuis 22 ans pour l'établissement bancaire suédois Svenska Handelsbanken AB (à la fois au siège, où il a notamment été en charge de l'activité crédit, et dans plusieurs bureaux de la région de Stockholm), vient d'être nommé à la tête de Svenska Handelsbanken Paris. *"Au cours des dernières années, j'ai surtout travaillé avec une clientèle de grandes entreprises"*, témoigne ce Suédois de 42 ans, passionné de golf et de ski, qui vient donc de s'installer à Paris avec son épouse et ses deux enfants.

Peter Einarsson.



Christina Liljeström, Directrice de la Swedish Chamber of Commerce for the UK

Christina Liljeström a pris ses fonctions de directrice de la Chambre de commerce suédoise au Royaume-Uni le 5 juin. Un poste que briguaient pas moins de 67 candidats ! Elle était jusqu'ici responsable de la communication de cette Chambre qui compte 500 membres. Elle a par ailleurs précédemment travaillé pour le Forum économique mondial et son célèbre forum de Davos. www.swedish-chamber.org.uk



Christina Liljeström.

agenda 2004

Jeudi 7 octobre CCSF Eclaire conférence-cocktail au Cercle Suédois à 18 h 30.

Thème : *"Réussir vos collaborations franco-suédoises - tirer du profit des différences"*. Marie Landare, consultante en management interculturel au sein du cabinet Appui Consultants nous parlera de la question des différences culturelles dans le cadre des collaborations franco-suédoises. Marie Landare nous expliquera pourquoi et comment dépasser les images stéréotypées pour finalement tirer avantage de ces différences.

NGO, MIGUÈRES & ASSOCIÉS

Cabinet d'avocats d'affaires
internationales représentant
une clientèle d'entreprises
françaises et étrangères.

**Fusions-Acquisitions
Fiscalité
Contentieux & Arbitrage
Droit du Travail
Droit des Médias, du Cinéma
et de l'Entertainment
Droit de la Propriété Intellectuelle
et des Technologies
de l'Information**

Contacts :
Emmanuel Migueres - Manager emmanuel@miguera.com

www.ngo-avocats.com

40, rue de Montagne 75016 Paris
téléphone : 01 47 20 94 94
télécopie : 01 47 20 91 55
FAX : 01 47 20 91 55

tous azimuts

Les transports à l'honneur

Les échanges franco-suédois en matière de transports ont été doublement à l'honneur : l'Ambassade de Suède et le Swedish Trade Council viennent d'organiser coup sur coup, les 2 et 8 juin, deux colloques, **l'un sur la sécurité routière, l'autre consacré au ferroviaire** dans le but de renforcer les échanges et collaborations bilatéraux dans les domaines politique, R&D et commercial.

■ **"Vision zéro - utopie ou réalité ?"** : sous cet intitulé faisant directement référence au programme de lutte contre l'insécurité routière adopté par le Parlement suédois dès 1997, politiques, expériences et solutions techniques françaises et suédoises ont été confrontées, que ce soit en termes de comportement des usagers, d'infrastructures ou de véhicules. Une journée d'échanges introduite, du côté français, par Rémy Heitz, le délégué interministériel à la Sécurité routière, et, du côté suédois, par Ingemar Skogö, directeur général de l'Administration nationale des routes.

■ **"Les opportunités de l'évolution du secteur ferroviaire en Europe"** : alors que ce secteur est en pleine évolution, marqué par le vent de libéralisation bien sûr, mais aussi par de nouvelles solutions d'interopérabilité et par les exigences environnementales ayant mis fin au règne du tout-routier, Français et Suédois avaient forcément beaucoup à dire sur ce sujet. D'autant que la Suède connaît un temps d'avance sur la France en matière de déréglementation. Le président de la SNCF, Louis Gallois, et Helena Leufstadius, directrice des relations gouvernementales à SJ, l'opérateur suédois, ont présenté les grands enjeux et défis des opérateurs nationaux dans ce nouveau contexte. Sept entreprises équipementières suédoises actives sur le marché européen étaient en outre présentes et ont pu rencontrer un certain nombre d'acteurs français. On notera d'ailleurs que l'Institut de l'entreprise vient de publier une étude de benchmarking consacrée aux bonnes pratiques en matière de réformes ferroviaires en Europe, qui montre que l'expérience de la Suède est exemplaire et préfigure sans doute les évolutions à venir en France (*étude en ligne sur www.institut-entreprise.fr*).

Contact : marie.eck@swedishtrade.se

■ SAAB : un air de printemps...

Le 20 mars dernier, les parisiens ont pu découvrir de fort jolies voitures circulant dans les rues de la capitale... La toute nouvelle **Saab 9-3 Cabriolet**. Une belle opération festive et printanière de promotion.

Le même jour, Philippe Van der Meulen, Directeur France Saab, organisait au Centre Culturel Suédois, en collaboration avec la CCSF, une réception tout aussi printanière pour faire découvrir les atouts de ce véhicule aux lignes pures (capote entièrement automatique, coffre modulable...).



PHOTO : SAAB FRANCE

■ "Provence 2004 à Stockholm"



"Un art de vivre sous le soleil, une culture de la performance". C'est sous ce slogan que, **du 17 au 25 septembre**, Stockholm vivra à l'heure de la Provence. Une semaine organisée par la Chambre de Commerce Française en Suède (CCFS) et la Chambre régionale de commerce et d'industrie des régions PACA et Corse, en partenariat avec de nombreux organismes suédois et provençaux. Plus de 15 000 suédois sont propriétaires en Provence ou en Corse et plus de 30 000 y passent leurs vacances. "Pourtant la Provence est la région française dont les échanges économiques avec la Suède sont les moins développés. Pourquoi ? Peut-être justement parce que les Suédois les voient surtout comme des lieux de tourisme et de villégiature, moins pour leurs atouts industriels, commerciaux et technologiques", explique Michel Wlodarczyk, Président de la CCFS. D'où l'objectif de cette semaine : "approfondir et élargir l'image de la Provence et la Corse en donnant une plus grande visibilité à son industrie, son agriculture, sa viticulture mais aussi aux structures scientifiques, à la culture moderne et traditionnelle". Le programme en est le reflet : des animations commerciales et festives grand public, des rendez-vous et colloques culturels ou littéraires, de la gastronomie... Et surtout, de nombreuses rencontres B to B autour, notamment, d'une importante délégation d'entreprises de la région qui rencontreront des importateurs suédois.

Programme et renseignements détaillés sur : www.provence2004.nu

■ Investisseurs étrangers : la France en campagne contre les "idées reçues"

Jean-Pierre Raffarin a donné le 27 mai, lors de la Conférence sur les investissements internationaux (World Investment Conference) de La Baule, le coup d'envoi officiel d'une campagne sur l'image économique de la France à l'étranger. Cette campagne de promotion, conduite par l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), vise à renforcer la notoriété de la France pour l'accueil d'investissements étrangers et à lutter contre des "idées reçues" liées, par exemple, aux coûts de travail ou à la capacité réformatrice du pays. Dès septembre 2004, une campagne de publicité sera lancée dans les médias de cinq pays cibles (Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, Japon, Chine). Dotée d'un budget initial de 10 millions d'euros pour 2004, elle doit être poursuivie sur trois ans. Le Premier ministre a par ailleurs annoncé à cette occasion la mise en place dès septembre d'un régime fiscal spécifique pour les "centres de coordination de recherche", à savoir les établissements qui coordonnent l'effort de recherche-développement de groupes installés en France, ainsi que des mesures pour faciliter la coopération entre recherche publique et privée.

www.premier-ministre.gouv.fr
www.afii.fr

LASSUS & ASSOCIÉS

AVOCATS À LA COUR

Björn Palm-Jensen

Paul Lassus

David Gage

Stéphane Caussé

Nathalie Panossian-Richard

**Au service des sociétés
scandinaves et françaises
depuis 1981**



8, AVENUE BERTIE ALBRECHT
F-75008 PARIS - FRANCE

TÉL +33 - (0) 1 53 93 61 61
FAX +33 - (0) 1 42 56 24 39

E-MAIL : lassus.associes@wanadoo.fr
b.palmjensen@online.fr

CORRESPONDENTS A :
STOCKHOLM, GÖTEBORG, MALMÖ,
HELSINGBORG, UPPSALA, ÖREBRO,
COPENHAGUE ET OSLO

■ Partenariat CCSF : City Airline

La CCSF offre à ses membres la possibilité exclusive de profiter de son nouveau partenariat avec City Airline, la compagnie aérienne qui relie depuis cette année la ville de Lyon à Göteborg et Helsinki (deux vols quotidiens directs entre Lyon et Göteborg). Ainsi, jusqu'au 31 août, City Airline offre aux membres de la CCSF un tarif spécial à 179 euros HT (aller-retour, nuit du samedi au dimanche obligatoire). Puis, du 1^{er} septembre au 31 décembre, les membres bénéficieront d'une réduction de 20 % sur les tarifs HT en semaine et de 15 % sur les tarifs week-end, en aller-retour ou aller simple. De plus, City Airline a signé un accord de collaboration avec la compagnie Malmö Aviation et propose ainsi à ses passagers lyonnais une correspondance rapide pour Stockholm (aéroport de Bromma). Réservations : 0 826 95 31 13 (0,15 euros/min), www.cityairline.fr

**Pour tout renseignement
sur la Chambre de Commerce
Suédoise en France :**

21 rue de Cléry - 75002 Paris

Téléphone +33 (0)1 53 40 89 90

Fax +33 (0)1 53 40 82 52

www.ccsf.fr - info@ccsf.fr

développement", Nicolas Sarkozy a notamment annoncé des mesures destinées à "orienter davantage l'épargne vers ces entreprises" et la création d'une "agence des PME" regroupant les services de l'APCE, de l'Anvar (Agence nationale de valorisation de la recherche) et de la BDPME (Banque de développement des PME), "sur le modèle de la Small Business Administration".

Jeunes entreprises innovantes

La Loi de finances pour 2004 a créé le statut de Jeune Entreprise Innovante (JEI), qui réserve aux PME de moins de huit ans dont les dépenses R&D représentant au moins 15 % de leurs charges un certain nombre d'avantages fiscaux et sociaux fort séduisants : exonération totale d'impôt sur les bénéfices des trois premiers exercices bénéficiaires, exonération pendant sept ans de taxe foncière et de taxe professionnelle, exonération des cotisations patronales de sécurité sociale sur les salaires des personnels participant à la recherche... Plusieurs conditions sont requises : CA inférieur à 40 millions d'euros, être détenue majoritairement par des personnes physiques, créer ou avoir créé une activité réellement nouvelle... Les dépenses de recherche retenues sont comparables à celles qui ouvrent droit au crédit d'impôt recherche. La plupart des PME du secteur des TIC, par exemple, remplissent ces conditions. A charge pour les autres de répertorier et justifier astucieusement leurs dépenses ! Le questionnaire lié à l'obtention du label JEI figure sur le site "impots.gouv.fr".

Quel impact escompter de cette multitude de dispositions nouvelles ou imminentes ? Il faudra sans doute attendre au moins un an pour en juger. Car pour l'heure, si les chiffres 2003 de l'APCE sont réjouissants, d'autres indicateurs le sont moins. A commencer par le nombre d'entreprises qui disparaissent chaque année après s'être trouvées en situation de cessation de paiements : au moins 40 000 (sans doute 48 000 en 2003 - soit 12 % de plus qu'en 2002). Le gouvernement a d'ailleurs présenté le 12 mai un projet de loi de "sauvegarde des entreprises", qui vise à les sécuriser et à renforcer les procédures de prévention de leurs difficultés (principale innovation : permettre au dirigeant de se placer sous la protection de la justice dès les difficultés identifiées et d'instaurer une procédure de négociation avec des comités de créanciers).

La France en queue de peloton ?

Que la création d'entreprise reparte à la hausse est une chose, que les projets lancés soient pérennisés parce que solvables en est une autre... Sans compter qu'il ne suffit pas que les dispositifs existent pour qu'ils soient connus et accessibles ! Combien de nouveaux entrepre-

neurs ont eu le loisir de se plonger dans les raffinements juridico-administratifs de ces nouveaux textes et bénéficient des conseils nécessaires pour en tirer le meilleur parti ?

Parmi les autres indicateurs récents, l'index mondial du Global Entrepreneurship Monitor 2003, qui tend à mesurer la "vitalité entrepreneuriale" de chaque pays, accorde un bien mauvais score à la France : le pays n'arrive qu'au 35^{ème} rang mondial par la proportion de créateurs d'entreprise dans la population active (5 %) et en 38^{ème} position quant au poids des nouvelles entreprises dans l'économie nationale. En constatant que la Suède fait tout juste un peu mieux, occupant pour sa part les 32^{ème} et la 20^{ème} positions.

Un autre petit indice, cette fois nettement favorable à la Suède : comparant le nombre de démarches administratives nécessaires pour



PHOTO : PER MAGNUS PERSSON - © JOHNER BILDBYRÅ

recruter un salarié, une étude de la Commission européenne constate qu'en France, quatre démarches distinctes sont jusqu'à présent nécessaires, tandis qu'en Suède, une seule formalité suffit ! Ou bien encore, on saura qu'en Suède, il est depuis longtemps possible de fournir à tous les organismes compétents, en une seule fois, par Internet, toutes les informations requises pour immatriculer sa société (www.foretagsregistrering.se).

"Encourager l'esprit d'initiative" des Suédois

Plus globalement, la Suède a depuis plusieurs années mis en place un plan d'appui aux PME et à la création d'entreprises nouvelles, appuyé par un engagement fort de l'Etat, que ce soit en matière de financement, d'information ou d'aide à l'innovation, sans oublier l'intervention soutenue de divers organismes publics ou parapublics.

En Suède aussi, le soutien au PME est passé par la loi, notamment en 1993 (déréglementation, fiscalité, protection des PME face aux concentrations) et en 1996 (instauration d'une structure fiscale unique pour les entreprises et développement du capital-risque).

Le principal bras financier de cette politique suédoise : l'ALMI, un groupement coopératif dont la société mère appartient à l'Etat, dédié aux mesures de soutien aux PME (octroi de prêts et de garanties de crédit). L'ALMI rencontre pas moins 100 000 porteurs de projet chaque année.

47 650 nouvelles entreprises se sont créées en Suède en 2003, selon le Centre suédois des nouveaux entrepreneurs (NyföretagarCentrum), soit proportionnellement plus qu'en France en rapportant ce chiffre à la population totale du pays. En sachant toutefois que ce score est en baisse depuis plusieurs années.

Comme leurs homologues français, les pouvoirs publics suédois n'ont cessé de faire savoir combien le pays "a besoin d'entreprises plus nombreuses, essentielles pour l'emploi et la croissance", selon les termes du ministre Leif Pagrotsky, qui dit vouloir "encourager l'esprit d'initiative et faciliter la tâche de ceux qui veulent entreprendre". Objectif : susciter un total de 150 000 créations d'entreprise entre 2003 et 2006. En Suède aussi, donc, les annonces de nouvelles mesures incitatives se succèdent à bon rythme.

Ainsi par exemple, la dernière initiative gouvernementale, lancée en avril, concerne le soutien aux femmes et aux immigrés souhaitant créer leur entreprise. Chômeurs, femmes, étrangers... autant de populations faisant l'objet d'attentions toutes particulières. Sans oublier les jeunes, premiers visés par le "Programme de l'entrepreneuriat" déployé sur la période 2002-2004 par le gouvernement suédois et principalement mis en œuvre par NUTEK, l'Agence suédoise pour le développement industriel et technologique. Ou comment se préoccuper des vocations de la prochaine génération.

Claire Mallet

Quelques sites incontournables

- France** : • www.apce.com
• www.pme.gouv.fr • www.bdpme.fr
- Suède** : • www.dree.org/suede
• www.almi.se • www.nutek.se • www.isa.se

Quel est le seul lien entre votre véhicule et la route ?



Seul contact entre le véhicule et la route, le pneu joue un rôle clé dans la sécurité au volant. C'est pourquoi Michelin s'engage depuis de nombreuses années dans ce domaine.

Au travers de produits innovants :

- Le nouveau standard Michelin Pax System offre une solution révolutionnaire au problème de la perte de pression et de la crevaison. Il rend la roue de secours superflue, tout en améliorant les autres performances du pneu ;
- le pneu poids-lourd Anti-Splash rend les routes plus sûres par temps de pluie en limitant les projections d'eau autour du camion ;
- des systèmes de surveillance électronique de la pression pneumatique pour les voitures (The EnTire Solution) et les poids-lourd (IVTM) ;

Par des initiatives à vocation pédagogique :

- «Faites le plein d'air», une opération de sensibilisation à la «juste pression», se déploie auprès des automobilistes de nombreux pays européens. Elle révèle que plus de 45 % des véhicules roulent dangereusement sous-gonflés !

En réponse aux attentes de sécurité spécifiques des automobilistes nordiques, les chercheurs Michelin développent des gammes hiver de plus en plus sûres et performantes – qu'il s'agisse de conduite normale ou de rallye.

Pour la sécurité routière, Michelin cherche sans relâche de meilleures façons d'avancer.

Capio Santé France : qualité et efficacité rentable

Fin 2002, en rachetant Clininvest, deuxième groupe français des établissements de santé privés avec ses 16 cliniques, le suédois Capio a pris la première place européenne d'un marché en pleine restructuration. Son secret : la qualité par une gestion efficace et une solide expertise métiers.



Ce qui a changé avec Capio

“Le management suédois a amené de meilleures pratiques en termes de gestion qui n'existaient pas sous cette forme chez Clininvest. L'astuce de Capio est d'avoir médicalisé les équipes de management. Elles comportent toutes une forte part d'experts métiers qui, en plus, sont de vrais gestionnaires” explique Yannick Martin qui fait partie de l'équipe dirigeante de Capio Santé à Lyon. Il apprécie : il avait complété sa formation de chirurgien par une maîtrise de mana-

L est pour le moins paradoxal que ce “modèle”, encore un autre, fasse école en Europe quand on sait que la Suède, contrairement à la France, est un pays qui compte très peu d'hôpitaux et cliniques privées. La privatisation de ce mammoth, par ailleurs très décentralisé, est mal vue par les gouvernants, tel le ministre des affaires sociales, Lars Engqvist, qui écrivait dans un article débat, pas plus tard que le 21 avril dernier : *“le patient n'est pas un client”*. En substance : pas question que la loi du marché vienne creuser des inégalités et que certains soient mieux soignés que d'autres. Pourtant, à Stockholm même, Capio, le spécialiste privé du soin hospitalier, qui s'est vu confier en 1999 la gestion d'un des cinq plus grands hôpitaux de la cité, y démontre l'efficacité de son concept au sein d'une structure publique. Concept qui fait également ses preuves ailleurs en Scandinavie, notamment en Norvège, mais aussi en Grande-Bretagne, et, bien sûr, en France.

“L'Europe est une mosaïque de pays qui ont chacun leur propre réglementation en matière de santé mais qui ont un problème commun, à savoir qu'il n'y a pas assez de sous dans la caisse, en Suède comme ailleurs” disait Paul Hökfelt, le Directeur Général de Capio Santé, la filiale française du groupe, lors d'un déjeuner de la Chambre de Commerce Suédoise à Paris.

La France, terre de possibilités

Pour Capio, la France, présente un net avantage : le secteur hospitalier privé y est le plus

important d'Europe et, en termes de contenu qualité, elle possède *“le système le plus performant”* soulignait Paul Hökfelt, avec d'excellents médecins et chirurgiens.

Mais pas en termes de contenu financier car les marges dégagées sont extrêmement faibles. Aussi bons techniquement soient-ils, les groupes privés doivent se regrouper pour continuer d'exister ou se vendre à des acteurs privés qui représentent aujourd'hui un tiers de ce secteur. Une occasion rêvée de prendre des parts de marché à prix raisonnable. Après Clininvest, Capio a ainsi fait l'acquisition en octobre 2003 de la Clinique des Cèdres à Toulouse, l'hôpital privé le plus important - et le meilleur - de France qui, malgré ses 50 millions d'euros de chiffre d'affaires était dans le rouge depuis deux ans. *“Notre premier trimestre d'exploitation a été extrêmement réussi”* annonçait ainsi, non sans fierté, le DG de Capio Santé.



Capio

Sa stratégie est claire : *“le secteur privé n'a pas la prétention de se substituer au public mais il doit prendre toute sa place. Dans le futur, il n'y aura ainsi peut-être plus les quelque 1 500 cliniques actuelles mais 200 hôpitaux privés”*. Cela passera, en ce qui concerne Capio par le rachat de petits établissements, la création d'unités et le recrutement de praticiens.

gement et il avait créé, il y a quelques années, sa propre société de conseil en sécurité sanitaire. Une recrue sur mesure pour Paul Hökfelt.

S'il offre des services et des soins de qualité, le système de Santé français est grevé par *“des coûts monstrueux de non gestion”* dit Yannick Martin. Remettre de l'ordre est donc une priorité. Parmi les mesures annoncées par le gouvernement, outre la généralisation de la tarification à l'acte, la gestion informatisée du dossier patient est en première ligne. Soit davantage de sécurité pour patients et praticiens, suppression de doublons onéreux, notamment en examens pointus, davantage de transparence aussi. Un chantier auquel Capio France s'est attelé et, compte tenu de l'expertise suédoise en matière d'informatisation des services, il pourrait bien être pilote dans ce domaine.

L'irruption d'un étranger dans ce bastion sacrosaint de la Santé, amène par ailleurs une certaine ouverture européenne. Paul Hökfelt est, certes, le seul Suédois de la structure, mais il a créé le poste de Directeur opérationnel, qui n'existait pas jusque là chez Clininvest, et l'a confié à David Hillier, un Britannique avec lequel il coopérait déjà. Les vertus du management à la suédoise vues par celui-ci ? *“Ouverture, enthousiasme et idées neuves, approche rigoureuse du planning et de la coordination, utilisation efficace des ressources, mais aussi, de l'humanité dans les rapports avec les gens”*. Si l'on y ajoute l'excellence professionnelle du tissu médical, le cocktail devrait faire des heureux.

Françoise Nieto

www.capio.fr

SVENSKA SKOLAN I PARIS

grundad 1878

från förskola till gymnasium
och
kompletterande svenska på onsdagar
för fransk-svenska barn

Vår målsättning är att:

- **hjälpa** varje elev att utvecklas utifrån sina egna unika förutsättningar
- **stimulera** till nyfikenhet, längtan efter kunskap och lust att lära
- **skapa** självförtroende och insikt om att det går att påverka
- **inspirera** till generositet, tolerans och ansvarstagande
- **förbereda** för ett internationellt liv med gedigna språkkunskaper och förståelse för andra kulturer, främst den franska

För information kontakta rektor Carola Almqvist, tel 01 46 22 31 05

ECOLE SUEDOISE DE PARIS

9, rue Médéric - 75017 PARIS

svenska.skolan.paris@wanadoo.fr • www.svenskaskolanparis.com

EN INTERNATIONELL SKOLA MED SVENSK UNDERVISNING

Lycée International är den perfekta skolan för dig som vill ha undervisning både på franska och svenska i en verkligt mångkulturell miljö.

Vi har undervisning på alla stadier och finns i Paris västra förort, som erbjuder trevlig boendemiljö och rikligt med fritidsaktiviteter.



För mer information, kontakta rektor Maria Schoeffler

Section Suédoise - Lycée International - BP 5230 - 78175 St. Germain-en-Laye Cedex

Tel : +33(0)1 34 51 77 38 Fax : +33(0)1 34 51 45 24

e-mail : sectionsuedoise@lyc-inter.ac-versailles.fr

hemsida : www.lycee-international.com

“Avec X-ICE, on s’arrête avant le Renne”

Michelin est arrivé en Suède dans les années 20, accompagnant, pour ainsi dire, l'avènement, puis l'expansion, de la civilisation automobile dans ce pays et chez ses voisins - Danemark, Finlande, Norvège et jusqu'à l'Islande. La solide place prépondérante que la marque s'est taillée en Europe du Nord n'est pas passée par le rachat de producteurs locaux mais par la qualité de produits et de services adaptés à leurs marchés. Témoin de son enracinement en Suède : Michelin Nordic AB s'offre un nouveau siège et vient d'emménager à Liljeholmen, à la première sortie sud de Stockholm, juste à côté du canadien Bombardier.

“Depuis 2003, Michelin Nordic AB centralise le pilotage de la zone à Stockholm” explique Stéphane Roy, son Directeur commercial. Cela signifie : centralisation du management, back-office commun qui gère notamment la facturation aux clients des pays en question et la centralisation du traitement des commandes par une équipe “très internationale et polyglotte”.

Stockage centralisé en Suède

Michelin n'a pas d'unité de production dans la région et doit par conséquent stocker ses produits. Le climat étant le même dans les quatre pays de la région, Michelin leur propose une offre identique en pneus d'été et, bien entendu aussi en pneus d'hiver, sous sa propre marque (mais aussi sous celle de Kléber et Goodrich). Centralisation, là encore en Suède : après la fermeture des dépôts d'Oslo et d'Helsinki, celui de Kungälv, près de Göteborg a été agrandi pour répondre aux besoins de la zone nordique. “Une bonne décision car la qualité du service en 2004 a rejoint celle de Michelin Europe. Les revendeurs sont très satisfaits des livraisons des derniers mois et cela nous a permis de gagner des parts de marché” ajoute Stéphane Roy. La distribution en Suède se fait à plusieurs niveaux : d'une part, à travers les 50 points de vente d'Euromaster, filiale à 100 % du Groupe Michelin, et de partenaires spécialisés indépendants ; d'autre part, à travers les réseaux constructeurs et, notamment, les flottes de leasing. Une précision : avec ses 400 salariés, Euromaster est celle des entreprises françaises qui emploie le plus de monde en Suède.

Sécurité routière et “mobilité durable”

Aussi intrinsèquement sûr soit-il, un véhicule l'est toujours davantage s'il est bien chaussé en



Test du pneu X-Ice en Laponie.

**X-ICE = Michelin.
Renne = tout en haut
de la carte.
Leader sur le marché
suédois et sur la zone
nordique dans son
ensemble, le géant mondial
du pneumatique a fait
de la Suède le centre
stratégique de ses activités
septentrionales.**



toute saison. Sur le marché du pneu d'hiver, Michelin doit affronter la concurrence locale, en particulier celle du spécialiste finlandais Nokia. Parallèlement à l'inauguration de son nouveau siège en juin 2004, Michelin Nordic AB a lancé, le X-Ice, un produit très innovant, très adhérent - une nouvelle technologie brevetée - qui améliore les performances sur la glace en réduisant la distance de freinage. Une page de pub signée

Stéphane Roy : “Avec X-Ice, on s'arrête avant de toucher le renne”. Il vaut mieux. Quant au système PAX (qui évite le déjantage), il fait une belle carrière sous ces latitudes. Et même une carrière au plus haut niveau puisqu'il équipe les BMW des Premiers Ministres suédois et finlandais, celle du Président finlandais ainsi que la Mercedes classe S du roi de Norvège...

Sur des terres particulièrement attentives à la protection des personnes et de l'environnement, les avancées de Michelin sont très appréciées qui

visent à réduire la masse des produits, donc, du poids des véhicules et, par là, de la consommation et de ses effets nocifs. Mais aussi du bruit, une nuisance également lourde. Même chose du côté des pneus poids lourds, avec le système “Anti-splash” qui réduit les projections par temps de pluie et améliore ainsi la visibilité. Autre souci environnemental : Michelin recycle les pneus usés et gère les flux vers les cimenteries, l'export et le rechapage, en association avec divers acteurs de la société civile.

Et manager des équipes nordiques ?

“Michelin n'a pas de style unique de management. En termes de gestion du personnel, des équipes, c'est la méthode Groupe, mais nous tenons toujours à nous assurer la collaboration d'une écrasante majorité de managers locaux. La stratégie du Groupe est d'essaimer les savoirs” dit Stéphane Roy. Au siège de Michelin Nordic AB, seuls le Directeur général et le Directeur commercial sont français, tout le reste de l'équipe de direction est résolument européen et celle de l'équipe marketing comprend toutes les nationalités nordiques. En poste depuis deux ans à Stockholm, Stéphane Roy dit “ne pas tout partager” de ce qu'il avait entendu sur les Suédois et ne trouve pas la cohabitation plus problématique qu'avec d'autres. De toutes façons, il aime les équipes internationales, estimant aussi qu'il est plus facile de travailler avec des gens qui ont fait une expérience ailleurs. Il souhaitait à ce propos que les managers suédois bougent davantage.

Françoise Nieto

www.michelin.com

Gestion éclairée

Au cœur de l'actualité : l'invité du déjeuner de la CCSF, le 8 avril, n'était autre que le Directeur-Général de Capio Santé, **Paul Hökfelt**, qui a présenté, non sans humour et en excellent français, les grandes lignes de la stratégie du groupe suédois dans le secteur de l'hospitalisation privée en France (voir article page 13).



Paul Hökfelt, Directeur Général de Capio Santé ;
Gita Paterson, Présidente de la CCSF
et Bernard Epifanic, PDG de Norden.

Sauver les enfants !

Une fois n'est pas coutume : le déjeuner organisé le 25 mai par la CCSF n'était pas centré business au sens propre du terme mais dans la perspective du développement durable. Sous le thème "La lutte de l'UNICEF contre l'exploitation des enfants au travail", le président du comité français de l'UNICEF, **Jacques Hintzy**, a exposé les raisons de la coopération existante entre l'organisation internationale et les entreprises, en particulier celles qui ont des fournisseurs dans les pays en développement. Deux d'entre elles, suédoises, étaient représentées au déjeuner : Skandia France, par son Directeur Général **Hein Donders**, et Ikea France, par son Directeur de la communication et du développement durable, **Pierre Deyries**. La raison principale de ce rapprochement UNICEF/entreprises : non pas empêcher le travail en soi des enfants (l'UNICEF n'en a pas le mandat), mais veiller à ce qu'ils ne soient pas



Pierre Deyries, Directeur de la Communication
et du Développement durable d'IKEA France ;
Jacques Hintzy, Président du Comité Français de l'UNICEF
et Hein Donders, Directeur Général de Skandia France.

exploités économiquement et qu'ils soient scolarisés de façon à pouvoir espérer une vie meilleure. 250 millions d'enfants de 5 à 14 ans travaillent aujourd'hui, dont quelque 150 000 à plein temps et 60 % dans des conditions dangereuses. Deux exemples de coopération : celui de Skandia, à travers la sélection de "fonds éthiques" sélectionnés par Skandia Equité sur le critère développement durable ; celui d'Ikea, à travers ses divers partenariats en Angola et dans l'Uttar Pradesh, en Inde - avec, dans ce dernier pays, son propre médiateur vis-à-vis de ses fournisseurs de textile.

La 89^{ème} Assemblée Générale de la CCSF

La CCSF s'est réunie le 10 juin dernier pour sa 89^{ème} Assemblée générale, sous la présidence de son Président d'honneur, S.E.M. l'Ambassadeur de Suède en France, Frank Belfrage. Cette Assemblée générale a notamment donné lieu à l'élection de cinq **nouveaux membres du Conseil d'administration** de la Chambre de Commerce : **Bernard Epifanic** (Président directeur général de Norden), **Allan Hultdt** (Président directeur général de ABB S.A.), **Stéphane Ronteix** (Président d'Alfa Laval France), **Guy Roussel** (Président d'Ericsson France) et **Maria Stenström** (Directeur général de Volvo Automobiles France). Les membres de la CCSF se sont ensuite retrouvés pour un déjeuner d'affaires autour d'un invité de marque, **Lars H Thunell, Président et CEO du groupe bancaire SEB**,

l'activité bancaire (pensions, assurance, etc.) et que de nombreuses nouvelles réglementations européennes ou internationales sont à attendre. Lars H Thunell a retracé les grandes étapes de développement de SEB, depuis sa création en 1856 jusqu'à son important programme de "changement" lancé en 2001 autour de trois axes (satisfaction du client, augmentation des parts de marché, réduction des coûts). SEB est aujourd'hui principalement implanté dans 9 pays, à savoir les pays Nordiques, les pays Baltes, la Pologne et l'Allemagne. La Suède ne représente plus que 50 % de son activité, tandis que les pays Baltes se révèlent plus que prometteurs (25 %) et qu'il n'est pas impossible, grâce à cette présence balte, que SEB prenne bientôt ses marques en Russie.



1



2



3

qui nous a présenté un brillant exposé sur "La transformation de l'industrie des services financiers" et sur les implications de ces changements pour un groupe tel que SEB. Ces changements, a-t-il résumé, relèvent de trois grandes tendances : la globalisation et la dérégulation (ainsi que de forts mouvements de concentration) ; l'innovation technologique (Internet notamment) ; les nouveaux équilibres géographiques (avec, surtout, la montée en puissance de l'Asie, notamment le Japon). Quant aux perspectives d'évolution pour les années à venir, Lars H Thunell a, entre autres, évoqué le fait que les nouvelles technologies vont évidemment poursuivre leur essor, que le monde bancaire conservera malgré tout un fort enracinement local (ainsi par exemple, 80 % des clients devraient continuer à faire appel à leur agence, même lorsqu'ils utilisent le net pour leurs opérations courantes), que le vieillissement de la population aura un impact sur



4



5

1. Les administrateurs présents à l'Assemblée Générale le 10 juin 2004. De gauche à droite : Gumilla Ait El Mekki, SAS ; Stéphane Ronteix, Alfa Laval ; Michaël Hallerström, SCA Hygiene Products ; Anders Fogelström, FranceOuverture ; Marianne Von Plauen, AO Trading ; Gita Paterson, Présidente de la CCSF ; Christer Nordström ; Guillaume de Noîville, Electrolux France ; Maria Stenström, Volvo Automobiles France ; Fredrik Skiöldebrand, TVA Conseil ; Bernard Epifanic, NORDEN et Claude Striffling, Pichard & Associés. - 2. Notre invité d'honneur au déjeuner d'affaires, Lars H Thunell, Président et CEO SEB Groupe. - 3. Au milieu, le Président d'honneur de la CCSF, S.E.M. l'Ambassadeur Frank Belfrage ici avec Maria Stenström, Directeur Général Volvo Automobiles France et Eva Duckert, Consultante-Conseil en anglais. - 4. Stéphane Ronteix, Alfa Laval ; Gumilla Ait El Mekki, SAS et Guy Roussel, Ericsson France écoutent attentivement l'intervention de Lars H Thunell. - 5. Quelques participants au déjeuner d'affaires le 10 juin.

Une bourse CCSF pour étudiants suédois

Une première dans l'histoire de la Chambre de Commerce Suédoise en France : la création d'une bourse pour permettre à des étudiants suédois futurs managers et leaders de venir compléter leur formation en France.

Pourquoi une bourse ?

Cette bourse vient s'inscrire logiquement dans le cadre de la mission de la CCSF qui est de favoriser les échanges commerciaux entre la Suède et la France. C'est au mois d'avril dernier que nous avons annoncé sa création durant le forum annuel "la Journée Française" de Handelshögskolan à Stockholm - l'équivalent suédois de HEC - auquel nous participions pour la première fois, à l'invitation gracieuse de Frédéric Kaplan, Conseiller Economique et Commercial à l'Ambassade de France à Stockholm. Nous avions d'ailleurs notre propre stand sur lequel nos deux collaboratrices, Katarina Lööf et Tina Darcel, ont reçu le public, en particulier les étudiants curieux d'en savoir plus sur nos activités.

Qui peut en profiter ?

Cette bourse CCSF s'adresse à des étudiants inscrits dans des écoles ou des universités suédoises et qui sont en fin d'études d'économie, de marketing, de droit ou d'ingénieur. Elle doit leur permettre, avant de passer leur diplôme, de faire un stage de 3 à 6 mois dans une entreprise suédoise ou qui a des liens particuliers avec la Suède et qui est membre de la CCSF. Nous demandons également aux postulants d'avoir de bonnes connaissances en anglais et, de préférence, aussi en français. Nous distribuerons cette bourse à trois étudiants au plus par an. Les premiers bénéfi-

ciaires seront reçus en France pendant la période de septembre à décembre 2004.

Quel en est le montant ?

Qui dit bourse dit bien sûr argent. Nous l'avons dotée de 650 € par mois et par étudiant, soit l'équivalent de 6 500 SEK. Elle pourra être complétée par un apport de la société qui recevra le/la stagiaire. Cette somme permet d'effectuer un séjour de travail dans de bonnes conditions. Et la vie à Paris est - souvent - moins chère qu'à Stockholm !

avec la culture française des affaires et de progresser dans l'usage de la langue. L'anglais est certainement le premier véhicule dans les échanges internationaux mais connaître d'autres langues est toujours un atout.

Outre la bourse, qu'apporte la CCSF ?

Nous avons mentionné le mot "programme" ci-dessus. Il inclut l'accès au vaste réseau de contacts de la CCSF et la participation à nos multiples activités. De plus, l'un de nos programmes de coaching sur mesure par des seniors expérimentés donne aux lauréats un aperçu privilégié des relations d'affaires franco-suédoises.

Qui sont nos partenaires ?

Ericsson France, SCP Foucaud, Tchekhoff, Pochet & Associés, Tetra Pak France, Appui Consultants, CDC IXIS Asset Management, Exportrådet en France, Alfa Laval, SCA Hygiene Products, Dalkia, SEB-Skandinaviska Enskilda Banken, Renault Trucks et Volvo Automobiles France.

Comment obtenir de plus amples informations ?

En contactant Katarina Lööf ou Tina Darcel au secrétariat de la CCSF au :
tél. + 33 (0) 1 53 40 89 90
e-mail : info@ccsf.fr - www.ccsf.fr

Et n'hésitez pas à en parler autour de vous

1. Le stand de Redcats à "la Journée Française" à Handelshögskolan, Stockholm le 22 avril 2004.
2. Jean-Baptiste Thomas, Directeur Général Citroën Suède et Jean-Jacques Zander, Eurolawyers et Président de la Section Suède des CCEF, lors de "la Journée Française".
3. Un des salons d'exposition à "la Journée Française".
4. SEM l'Ambassadeur Denis Delbourg visite le stand de la CCSF. - 5. La CCSF et la CCSF à "la Journée Française" représentées par : Anna Göransdotter Bathuel, CCSF ; Katarina Barter, CCFS, Tina Darcel, CCSF et Katarina Lööf, CCSF.



Qui choisit et selon quels critères ?

En concertation avec les entreprises membres intéressées à recevoir les futurs stagiaires, le comité nommé par le Conseil d'administration de la CCSF opère son choix en fonction des qualifications et centres d'intérêts indiqués dans le formulaire de demande. Avant de quitter la Suède, l'élu(e) recevra une description détaillée du travail qui lui sera confié ainsi que du programme de son séjour.

Quel est l'intérêt d'une bourse en France ?

Elle donne aux lauréats l'occasion de faire une première expérience de la vie professionnelle en milieu français, de se familiariser

Renault Premium Privilège : prenez soin de votre meilleur investissement...



Nous préconisons Renault Trucks Oils

Renault Trucks s'implique et s'engage avec son réseau pour optimiser la rentabilité de ses clients, mieux accompagner les chauffeurs et leur entreprise au quotidien. Renault Premium Privilège progresse encore en matière de services et de confort. En plus d'une capacité de charge utile toujours inégalée, il se dote aujourd'hui de nouveaux privilèges. Effectivement, Renault Premium Privilège mérite que l'on prenne soin de lui.

www.renault-trucks.com



**RENAULT
TRUCKS**

Engagés pour votre succès.



4 x 4 = 7

VOLVO XC90

JUSQU'À 7 PASSAGERS

PORT DE SON ARCHITECTURE SCANDINAVE ET DE SON DESIGN NOVATEUR, LE VOLVO XC90 EST DISPONIBLE EN MOTOBISATIONS 4 ET 6 CYLINDRES ESSENCE ET DIESEL, 4 ROUES MOTRICES ET SES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ LES PLUS ABOUTIS TEL QUE LE SYSTÈME ANTI-RETOURNEMENT VOLVO RSC VOUS PERMETTENT DE PROFITER DE SON CONFORT ET SÛRETÉ EN TOUTE SÉRÉNITÉ. ENFIN, SON LARGE ESPACE INTÉRIEUR MODULAIRE VOUS OFFRE JUSQU'À 7 SIÈGES ET LA SÉCURITÉ CONTINUE SUR VOLVOCARS.FR

COMME VOUS, VOLVO CONSACRE TOUTE SA PROXIMITÉ À VOUS. VOUS ÊTES À VOLVO, VOUS ÊTES À VOLVO. VOLVO FOR LIFE EST LE MARCHÉ DÉVOUÉ.

VOLVO
for life

Actena
Automobiles

75 PARIS 18 ^e	01 44 30 82 20	58, AV. DE VERSAILLES
92 NEUILLY	01 46 43 14 40	58, AV. CHARLES DE GAULLE
92 LA GARENNE	01 56 47 06 60	86, AV. DE L'EUROPE
78 PORT-MARLY	01 39 17 12 00	8, ROUTE DE ST GERMAIN
78 VERSAILLES	01 39 20 17 17	45/47, RUE DES CHANTIERS

Groupe
Priod